

## “ Europe : Qu’est-ce qu’être fédéraliste aujourd’hui ? ”

Depuis sa création, les compétences de l’Union Européenne se sont élargies. Ainsi, d’une simple zone de libre-échange, elle est devenue un marché unique, avec en point d’orgue l’introduction d’une monnaie unique. Cependant, la construction européenne souffre d’une dissymétrie flagrante dans la manière dont elle s’est construite. Ainsi, les progrès en matière de politiques régaliennes (frontières, asile, police, justice, défense, diplomatie, etc.) sont très ténus, et ces domaines restent encore largement l’affaire des États membres.

Cette dissymétrie est compréhensible sur certains sujets, dans l’intérêt de la pérennité des États-nations. Cependant, l’actualité récente tend à montrer que cette insuffisance dans la construction européenne peut mener à des solutions dangereuses pour nos concitoyens. Tout l’enjeu d’un projet réaliste et pragmatique consiste donc à concilier l’évolution nécessaire de la construction européenne avec la pérennité des États-nations, aussi longtemps que les contours d’un “peuple européen” seront aussi ténus.

Nous sommes pro-européens et fédéralistes, mais il nous faut déterminer clairement quelles compétences l’Union Européenne doit exercer et lesquelles doivent être laissées à l’initiative des États membres (ce qui n’exclut pas de la coopération ou de l’harmonisation).

Par conséquent, s’il faut assurément plus d’Europe, il n’en faut pas partout. La famille centriste est vigilante quant aux missions attribuées à la puissance publique et à l’État central sur le territoire national et défend une forte décentralisation. Nous souhaitons donc défendre le principe de subsidiarité lorsqu’il est nécessaire. Ainsi, même si les États-nations doivent être confortés, cette visée d’équilibre ne doit pas nous empêcher de réfléchir à une meilleure utilisation des fonds publics. Nous considérons ainsi qu’une Europe fédérale devrait agir en priorité dans des domaines précis.

### AXE 1 “ UNE EUROPE FÉDÉRALE CIRCONSCRITE À DES DOMAINES PRÉCIS ”

A cet effet, certaines mesures comme la création d’un Fonds Européen de soutien aux initiatives locales en matière de transition énergétique ou encore l’instauration de normes énergétiques à l’échelle européenne pourraient inciter, en plus de la compétitivité d’un marché unique de l’énergie, les européens à trouver des solutions ingénieuses pour faciliter la transition énergétique.

#### “ Frontières/migrations commune ”

L’Europe est une opportunité en terme de gestion des flux migratoires. Peut-on réellement imaginer un contrôle efficace des frontières de chaque État-membre quand, à certains endroits, un simple trottoir voire un chemin cycliste séparent deux pays ? Les européens doivent mutualiser leurs moyens afin de mener une politique ambitieuse pour nos frontières, afin de protéger l’Europe contre les risques inhérents à une immigration non-contrôlée tout en respectant le souhait de chaque pays européen en terme d’accueil des migrants.

Pour ce faire, nous proposons de renforcer la gestion communautaire des frontières extérieures, notamment via la création d’une police aux frontières commune, de règles d’asile harmonisées et

d'un service d'immigration européen, dont l'action se traduirait directement depuis les zones de conflit avec des guichets uniques.

Ces guichets uniques constitueraient le seul interlocuteur pour obtenir un visa en Europe. Chaque procédure serait enregistrée, puis nécessiterait l'accord d'un État membre. L'aboutissement de la démarche permettrait au demandeur de bénéficier d'un statut spécial en Europe, lui autorisant un accès restreint à l'État ayant accepté sa demande.

En contrepartie, l'exécutif européen pourrait imposer à chaque État membre un quota raisonnable de demandeurs d'asile en cas de situation de crise urgente. Cette mesure est nécessaire afin d'éviter que, face à un afflux de migrants vers les guichets et donc des délais de procédure rallongés, certains demandeurs d'asiles se ruent sur les mers, au péril de leur vie.

## “ Innovation et numérique

En 2014, les États-Unis représentaient 83% de la capitalisation boursière des entreprises numériques contre seulement 2% pour l'Europe. En outre, les dépenses de recherche et développement de Microsoft et d'Intel dépassent le budget de la France pour l'ensemble de sa recherche civile. L'Europe, aujourd'hui écrasée par la domination américaine dans ce domaine risque d'être prise entre deux feux puisque la Chine a riposté en créant des concurrents aux grandes firmes américaines, comme Alibaba ou Baidu.

Il est donc plus qu'urgent pour l'Europe de réagir rapidement en soutenant les politiques volontaristes en terme de modernisation des infrastructures et de concrétiser le souhait par beaucoup d'europeens d'introduire marché unique du numérique.

Concernant l'innovation, nous prônons la création de campus européens, avec des crédits d'impôt pour les entreprises implantées financés par l'UE. En contrepartie, les États membres s'engageraient à favoriser l'intégration d'étudiants européens par des modules bilingues.

Enfin, nous proposons de simplifier les dispositifs de soutien à l'innovation, en créant une agence européenne chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche et développement.

## “ Politique internationale (défense et diplomatie)

La politique étrangère européenne souffre considérablement de ses divisions. Même si les sièges de membres permanents de la France et de la Grande-Bretagne au Conseil de Sécurité de l'ONU permettent de freiner cette perte d'influence, cette dernière semble irrémédiable, et pourrait même être précipitée par les revendications des pays émergents souhaitant intégrer de manière durable le conseil de sécurité. L'Europe doit donc prendre les devants et uniformiser au maximum ses stratégies en politique étrangère.

De plus, la création d'une armée européenne, qui ne viendrait pas remplacer les armées nationales mais s'y additionner, pourrait permettre de mutualiser les moyens en cas d'intervention extérieure. En outre, un tel dispositif permettrait une mutualisation des méthodes, des stratégies, de certaines technologies, afin que tout le monde en sorte gagnant. De même, un tel dispositif permettrait de favoriser une implication accrue de certains pays, qui voient trop en l'OTAN un moyen de ne pas se soucier de leur politique de défense.

## AXE 2

## “ LE FÉDÉRALISME, AVEC QUI ?

Le Brexit illustre de manière dramatique un élément à prendre en compte dans la construction de notre fédéralisme, le fossé croissant qui se creuse entre les États membres s'agissant de l'avenir de la construction européenne.

Aujourd'hui, les traités européens prévoient, à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark (la Suède étant un cas particulier) que tous les pays de l'UE doivent rejoindre la monnaie unique. Or celle-ci ne pourra être pleinement efficace qu'à la condition d'être dotée d'un véritable gouvernement économique qui ne sera pas accepté par tous. Il faut donc acter ces divergences et faire une "Europe des cercles" qui tienne compte des aspirations de chaque État.

Un premier cercle rassemblerait les pays membres de la zone Euro et un deuxième cercle les États souhaitent se concentrer sur une zone de libre-échange. L'Europe "fédérale" ne concernerait donc que les pays membres du premier cercle, l'approfondissement dans le reste des domaines devant se faire prioritairement avec eux, notamment en matière de défense ou de diplomatie.

Un troisième cercle regrouperait tous les pays avec lesquels nous devrions avoir, au moins pour le moment, une relation privilégiée, comme la Turquie, l'Ukraine ou les pays du Caucase.

### AXE 3 “UNE EUROPE PLUS DÉMOCRATIQUE”

Cette Europe fédérale doit également être plus démocratique. Plusieurs chantiers nous apparaissent comme prioritaires :

- **Renforcer le rôle du Parlement** : il faut créer une véritable initiative législative du Parlement Européen et élargir les domaines où il est co-législateur (par exemple sur l'Espace de Liberté de Sécurité et de Justice ou la Politique Extérieure Commune). Nous devons en outre uniformiser les modes d'élections des parlementaires européens.

- **Favoriser l'expression d'une opinion publique européenne** : les élections européennes devraient se faire sous la bannière des partis européens, une bonne pratique que l'UDI/Modem devrait promouvoir en France.

En outre, nous devrions élire un président de l'Union Européenne, au suffrage universel. Seuls pourraient se présenter des candidats issus des partis politiques européens. Le président de l'Union Européenne remplacerait l'actuel président de la Commission européenne.

### AXE 4 “POUR UN « EURO-PATRIOTISME »”

Pour gagner en légitimité aux yeux des citoyens européens, l'Union Européenne ne peut pas se contenter d'apparaître comme un frein aux tentations nationales, même pour de bonnes raisons. Elle doit bâtir son propre récit, son propre "patriotisme". Celui-ci pourrait prendre plusieurs formes :

- **Économie** :

- > Plus de réciprocité dans les échanges : traités de libre-échange, marchés publics, etc. L'Europe ne doit pas être l'idiot utile du libre-échange dans le monde ;

- > Émergence de champions européens : l'Europe doit soutenir les grandes entreprises qui innent, en favorisant leur implantation dans les campus et en les aidant fiscalement.

- **Jeunesse** : renforcer les coopérations, étendre Erasmus (Erasmus des apprentis).

- **Diplomatie** : porter les valeurs européennes, assumer un discours "civilisationnel" sur des sujets comme la démocratie, l'égalité hommes femmes, etc.

- **Médias** : plus d'Europe dans les médias, notamment les médias publics, multiplier les initiatives de chaînes européennes comme Arte.